

CAP FINISTÈRE

PENN AR BED



Dispensé de timbrage BREST CTC

La gauche se renforce au Sénat

Comme en 1998, trois sénateurs sur quatre dans le Finistère sont socialistes. Maryvonne Blondin et Jean-Luc Fichet vont rejoindre François Marc au Sénat.

L'Équipe Finistère a obtenu 922 voix sur 2 086 suffrages exprimés. En 1998, en moyenne, les candidats du PS avaient recueilli 818 voix. La liste officielle UMP a rassemblé 549 suffrages. En 1998, en moyenne, les candidats RPR-UDF réunissaient 781 voix sur leurs noms.

Comment expliquer ce bon résultat ? "D'abord par la campagne de proximité que nous avons tous menée auprès des élus du département", répond François Marc.

"Cette campagne a été très enrichissante", souligne la nouvelle parlementaire, Maryvonne Blondin. "Nous avons rencontré des élus vraiment passionnés par leur mission". "C'est en effet important pour les élus des petites communes de savoir qu'ils

peuvent s'appuyer sur des parlementaires", renchérit Bernard Pelleter, maire de Mellac.

Les "observateurs" prévoient une progression du Parti Socialiste d'une dizaine de sièges en France. Il en gagne finalement 21. Dans les Côtes d'Armor, la liste d'union PS-PC l'emporte dès le premier tour malgré un scrutin à deux tours et, en Ille-et-Vilaine, les socialistes remportent, comme dans le Finistère, trois sièges sur quatre. A la différence près que les sièges de ce département étaient auparavant détenus par trois UMP et un centriste.

Le vote du 21 septembre, dans l'ensemble du pays, démontre l'incompréhension des élus vis-à-vis de la politique du gouvernement à l'égard des collectivités locales, totalement étranglées financièrement. Quelques jours avant le scrutin, les mauvaises nouvelles se sont accumulées. D'abord le projet de suppression de la Dotation de Solidarité Urbaine (DSU) dans 238 villes de France dont

SUITE PAGE 2

**CAP
FINISTÈRE**
26 B, rue Aristide-Briand
29000 QUIMPER
DÉPOSÉ LE 25/09/2008



Les "oublis" de Darcos

"La droite n'aime pas l'école". C'est par ce préambule que Claude Roiron, secrétaire nationale chargée de l'Éducation, a introduit le débat de l'atelier intitulé "L'école, la recherche, l'université : la droite contre le savoir", à l'Université d'été de la Rochelle.

Malgré un discours qui se veut bienveillant, la rentrée scolaire ne s'est pas bien passée. A tel point que l'ensemble des organisations syndicales enseignantes (FSU, SGEN CFDT, SDEN CGT, Sud Éducation, UNSA Éducation), les parents d'élèves de la FCPE et la Ligue de l'enseignement appellent les Français à une grande manifestation nationale, le 19 octobre à Paris. Comment aurait-il pu en aller autrement avec 11 200 suppressions de postes cette année et 13 500 programmées pour la rentrée 2009 ?



Claude Roiron

Le 11 septembre, plusieurs actions étaient organisées dans le Finistère : à Brest, Quimper, Morlaix ou Landivisiau notamment, pour dénoncer les conditions dans lesquelles s'est déroulée la rentrée et préparer cette grande mobilisation. "Car le budget qui sera discuté cette année engagera l'avenir de l'Éducation pour trois ans", souligne Claude Keryhuel, responsable finistérien du Syndicat des enseignants UNSA.

Militants du SGEN CFDT, de la FSU et de la FCPE, côte à côte, sont allés à la rencontre des Brestois pour les alerter sur l'avenir du système éducatif. "L'accueil est bon de la part des automobilistes à qui nous distribuons nos tracts",

SUITE PAGE 2

EN CLAIR !

La Poste en danger.

En matière de langage, le libéralisme à de drôles de pudeurs mais c'est bien le premier pas vers la privatisation de La Poste dont on nous parle lorsqu'est évoquée une augmentation de capital. Si le président de l'entreprise est lui pressé, les Français ont cependant le droit de savoir ce qui va advenir du personnel (dont 40 % sont de droit privé) et comment sont envisagées les missions de l'établissement. Car l'égalité n'est déjà plus de mise sur le territoire : de nombreux bureaux de poste ont été fermés en zone rurale ou dans les quartiers populaires. Privatisée, La Poste recherchera une (encore) plus grande rentabilité, elle ne pourra le faire que par la dégradation du service et l'augmentation des tarifs. Il faut prendre le temps d'un grand débat public.

La gauche se renforce au Sénat (suite)

Le gouvernement serait bien inspiré d'entendre le message des territoires

*** quatre dans le Finistère : Quimper, Le Relecq-Kerhuon, Concarneau et Douarnez. "Pour nous, cela représenterait une perte nette de 107 000 euros", constate Yann Nédélec, maire du Relecq-Kerhuon. "Pour compenser cette somme, nous serions obligés d'augmenter les impôts locaux de 2,5 %". "A Quimper, la perte serait d'un million d'euros", renchérit Bernard Poignant. "Nous avons là une parfaite déclinaison locale d'une décision nationale", explique le maire de Quimper. "En juillet 2007, le gouvernement, malgré les mises en garde des socialistes, lâche 15 milliards pour, selon lui, relancer la croissance. Mais le budget est exsangue et la croissance ne repart pas. Depuis six ans le déficit augmente. L'État ne dispose plus de marges de manœuvre, donc il ponctionne les budgets des collectivités."



Les trois sénateurs socialistes

Autre exemple de la désinvolture du gouvernement : c'est par la presse que les élus ont pris connaissance du projet de suppression de l'école de gendarmerie de Châteaulin.

Pour François Hollande, "le gouvernement serait bien inspiré d'entendre le message des territoires. Nicolas Sarkozy, qui pense avoir retrouvé la confiance de l'opinion à travers je ne sais quel sondage, devrait d'abord prêter attention aux grands électeurs. Ce sont souvent eux qui perçoivent le mieux les évolutions du peuple."

La division de la droite est aussi un élément à prendre en considération dans le résultat du 21 septembre.

Certes, cette division à l'occasion des sénatoriales n'est pas une nouveauté dans le Finistère. C'est même, au fil des scrutins, une constante. En 1980 déjà, on trouvait des RPR sur deux listes concurrentes. Au renouvellement partiel de 1986 aussi, Alain Gérard devait compter sur un candidat dissident. En 1989, Marc Bécam et Georges Lombard étaient candidats contre la liste officielle RPR-UDF. Cette année, c'est

Antoine Corolleur qui a refusé de se plier à la discipline de l'UMP.

Cette division, qui a coûté cher à l'UMP, aurait pu aussi avoir des conséquences néfastes pour la gauche. Si la présentation d'une liste Verte était logique et correspondait à une décision nationale, les motivations du maire de Carhaix restent plus obscures. "Que cherchait donc Christian Troadec dans cette élection sinon à affaiblir la gauche ?", se demande le Premier secrétaire du PS, Jean-Jacques Urvoas.

A l'annonce officielle des résultats, au campus de Créach Gwen à Quimper, François Marc a remercié les électeurs et a salué le travail effectué durant le mandat précédent par Louis Le Pensec et Yolande Boyer.

Et maintenant ? Tout d'abord, la gauche, et en particulier le groupe socialiste, sort renforcée de ce renouvellement. "Nous allons pouvoir jouer notre rôle de pôle de résistance contre la politique libérale du gouvernement qui réduit les ressources des collectivités", a affirmé François Marc. "La décentralisation doit aller de pair avec un souci constant d'égalité sur tout le territoire."

"Ensuite, il faut aussi dépoussiérer cette assemblée", estime Jean-Luc Fichet. "Elle doit devenir une force de propositions pour les collectivités locales et cesser d'être une chambre de « godillots »". "La Haute Assemblée a besoin d'être réformée et nous allons avancer des propositions pour répondre aux problèmes de fonctionnement, de transparence et de représentativité", résume François Marc.

Pour les trois élus socialistes, il est enfin nécessaire de faire vivre les liens qui se sont tissés avec les grands électeurs durant cette campagne. "Nous allons trouver les moyens de poursuivre le dialogue que nous avons engagé ces dernières semaines", assurent de concert François Marc, Maryvonne Blondin et Jean-Luc Fichet.



François Marc après l'annonce des résultats

Les "oublis" de Darcos (suite)



Distribution de tracts à Brest, le 11 septembre

*** se félicite Loïc Ballouet, responsable départemental du SGEN CFDT.

Pour les enseignants et les parents d'élèves, la coupe est pleine. Et il faut que les Français connaissent le décalage qui existe entre le discours du ministre de l'Éducation nationale et la réalité dans les établissements.

Ainsi, Xavier Darcos se targue d'offrir la possibilité à tous les élèves de bénéficier de soutien scolaire. Mais il commence par supprimer deux heures de cours pour tous les élèves avec des programmes alourdis, des journées rallongées et des effectifs en hausse. "Les délais imposés par le ministère ne nous permettent pas d'organiser ce soutien dans de bonnes conditions", dénonce Loïc Ballouet.

La réalité ne correspond pas aux discours

Xavier Darcos se garde bien de préciser qu'il généralise cette année ce qui existait déjà dans les établissements de ZEP l'année dernière. "Or, ça ne fonctionne pas et aucune évaluation n'a été effectuée", précise Marie-Pierre Carpentier de la FSU.

Les élèves seront bilingues à la fin de leur scolarité répète le ministère. Mais cette bonne intention se heurte à la réalité des classes surchargées, incompatibles avec l'apprentissage des langues.

Le ministre évoque souvent la question du poids des cartables des collégiens. "Mais il s'est contenté de publier une circulaire", regrette Michel Jacob de la FCPE. "Nous avons effectué des tests à l'entrée des collèges. En sixième, 90 % des élèves portent un cartable qui pèse plus de 10 % de leur poids et il n'est pas rare d'atteindre les 30 %."

Le 19 octobre, dans la rue, les Français rappelleront leur attachement à l'école.

150 camarades à Pluguffan

"Rien ne remplacera la camaraderie sans laquelle nous ne sommes rien", a rappelé Razy Hammadi, ancien président national du Mouvement des Jeunes Socialistes et secrétaire national à la Riposte, le 20 septembre, aux 150 socialistes réunis au complexe Allende de Pluguffan, pour le premier repas de la circonscription Quimper, Briec, Fouesnant.

Dans cette commune de gauche, tous les socialistes ont bien sûr rendu hommage au travail accompli par Annie Kerascoët qui a permis à la gauche de rester majoritaire dans la commune.

Cette journée était placée sous le signe de la convivialité. A quelques jours du Conseil national de synthèse, la plupart des conversations portaient sur le congrès de Reims. *"Je n'ai pas rencontré un seul socialiste qui ne m'a pas parlé de ce sujet", a admis Jean-Jacques Urvoas. Pour le Premier secrétaire fédéral, député de la circonscription, ce congrès ne sera réussi qu'à deux conditions. D'abord, que les Français comprennent les enjeux de nos débats. Et*



Razy Hammadi avec les socialistes de la première circonscription

ensuite que le vote des militants marque la fin du processus.

Razy Hammadi attend trois réponses du congrès de Reims. Comment le PS répond idéologiquement aux crises économiques, financières, sociales et énergétiques qui frappent les Français ? Ensuite, quelle stratégie devons-nous mettre en place

pour reconquérir le pouvoir en 2012. Quelle opposition devons-nous incarner ? Quelles alliances devons-nous nouer ? Et quelles réformes du PS devons-nous engager ?

Enfin, le secrétaire national à la Riposte attend du congrès de Reims qu'il donne de la consistance au rêve socialiste pour demain.

LIBREMENT DIT... LIBREMENT DIT... LIBREMENT DIT... LIBREMENT



Antimilitaristes de droite ?

Avec
Annie Crépin

Les droites ont toujours entretenu des relations ambiguës avec l'armée, explique l'historienne Annie Crépin.

Cap Finistère : Alors que les relations entre Nicolas Sarkozy et l'armée sont assez tendues, l'idée d'un antimilitarisme de droite apparaît. Qu'en pensez-vous en tant qu'historienne ?

Annie Crépin : A condition de ne pas prendre l'antimilitarisme au sens premier du terme, c'est-à-dire le refus de toute institution militaire, et de remonter bien avant l'affaire Dreyfus, une historienne n'est pas surprise de ce phénomène : dans les deux premiers tiers du XIX^e siècle, ce sont les gauches qui défendent l'armée, fille de la Révolution, et prônent le service militaire obligatoire ou du moins une conscription

atteignant le plus grand nombre. Ce faisant, elles sont accusées par les droites de "militarisme" : la droite ultra puis légitimiste se méfie de cette création révolutionnaire, quant à la droite constitutionnelle, qui accepte les principes de 1789, elle ne veut pas des "gros bataillons" qui ont conduit selon elle à "l'anarchie" en 1792-93, puis au despotisme personnel et à la guerre de conquête de Napoléon. Elle craint une armée populaire et redoute un pouvoir militaire qui dicterait sa loi au pouvoir politique, enfin le service obligatoire lui paraît contradictoire avec la liberté individuelle. Mais elle n'entend pas revenir à l'armée de métier. D'où une conscription très inégalitaire qui évite "les promiscuités" de la caserne aux fils des élites grâce au remplacement et une armée cantonnée au maintien de l'ordre y compris intérieur.

Mais les frontières de la gauche et de la droite ne sont pas étanches en la matière, des courants socialistes rejoignent sous le second Empire les éco-

nomistes libéraux pour dire que l'armée est coûteuse, improductive et fautive de guerre. Par ailleurs, le retournement qui se produit dans la seconde moitié du XIX^e siècle et auquel contribuent fortement le rôle que joue l'armée dans la répression du mouvement ouvrier puis l'affaire Dreyfus n'est pas total : les républicains de la III^e République font de l'armée fondée sur le service personnel obligatoire la seconde école du citoyen et les socialistes à la Jaurès ont pour "bible" L'armée nouvelle.

Cap Finistère : A quelle famille de droite rattacheriez-vous Nicolas Sarkozy en ce qui concerne ses relations avec l'armée ?

Annie Crépin : On pourrait dire qu'il a une approche libérale, qui considère implicitement les dépenses de la Défense comme improductives ; et aussi qu'il est fidèle à la droite bonapartiste autoritaire en taçant ouvertement les militaires. Mais ne faut-il pas voir surtout dans les récents incidents [Carcassonne] une fougade irrépressible de son tempérament personnel ?

Rendez-vous

26 septembre

A 18 h 30 : Réunion-débat animée par Marc Deluzet de Terra Nova : *Le RSA, bonne ou mauvaise réforme ?* au local du PS à Brest, 13, rue de Portzmoguer.

4 octobre

A 9 h 30 : Réunion de rentrée de la fédération, au centre des congrès de Mescoat à Landerneau. (Ouverte à tous les adhérents, sur inscription préalable).

6 novembre

Vote en section sur les motions.

8 novembre

Congrès fédéral à Carhaix.

14-15-16 novembre

Congrès national à Reims.

EN SAVOIR PLUS ...

Résultats des élections sénatoriales du 21 septembre 2008 dans le Finistère

Inscrits :	2 137
votants :	2 106
exprimés :	2 086
blancs et nuls :	20
Liste PS :	922
Liste Verts :	70
Liste Troadec :	164
Liste UMP officielle :	549
Liste UMP dissidente :	89
Liste MoDem :	290
Liste FN :	2

Élus :

François Marc, PS
Maryvonne Blondin, PS
Jean-Luc Fichet, PS
Philippe Paul, UMP

Règlements de comptes à droite

Les sénatoriales vont laisser des traces à droite dans le Finistère. Le soir même de l'élection, le chef de file de "L'alliance du centre et de la droite" au Conseil général, Jacques Le Guen, laissait entendre que ce groupe n'avait plus de raisons d'exister. En effet, trois têtes de listes sur sept appartenaient à ce "groupe" : Philippe Paul pour l'UMP, Antoine Corolleur, pour une liste dissidente, et Michel Canévet pour celle du MoDem. Ce dernier est d'ailleurs qualifié de "vrai faux centriste", par le leader de la droite brestoise, Laurent Prunier, sur son blog.

Université de rentrée de Mescoat le 4 octobre

L'Université de rentrée de la fédération se déroulera cette année encore au centre des congrès de Mescoat à Landerneau, le

4 octobre. Elle sera consacrée au congrès de Reims. Le matin, les ateliers seront principalement destinés aux secrétaires et trésoriers de section et aux adhérents qui vivront cette année leur premier congrès. L'après-midi, des représentants des motions défendront leurs textes.

Vous pouvez vous inscrire en renvoyant le coupon d'inscription contenu dans le *Cap Finistère* n° 780 ou par internet sur le site de la fédération : www.ps29.org

Banquet républicain de la section de Saint-Yvi

La section socialiste de Saint-Yvi organise son banquet républicain annuel le samedi 18 octobre 2008, à partir de 19 h 30, à la Maison des Associations.

Redécoupage : il faut de l'ouverture et de la transparence

A quelle sauce vont être mangés les prochains candidats aux législatives ? Nul ne le sait. Le gouvernement travaille au redécoupage de la carte électorale mais c'est par des indiscretions, publiées dans la presse, que les parlementaires apprennent les possibles changements de la carte électorale. Pour le Finistère, selon *Le Télégramme*, les 1^{ère}, 2^e, 3^e et 7^e circonscriptions seraient concernées.

Pour Bruno Le Roux, secrétaire national du PS aux élections, "Ce travail devrait être mené dans le respect d'une triple exigence de neutralité, de transparence, et d'équité".

Or, aucune concertation préalable aux deux projets de loi, soumis au Conseil des ministres du 17 septembre, n'a été recherchée.

Le Parti Socialiste demande au gouvernement de revoir sa copie, avec de nouvelles propositions sur les critères de remodelage et le mode de scrutin des Français de l'étranger. Le président de la République prétend respecter les citoyens ? Que les actes succèdent aux déclarations et que le gouvernement rompe avec les pratiques d'un autre temps !

Annonces légales & judiciaires

CABINET JOSEPH DRONIOU
SELARL D'AVOCATS
20, quai Commandant-Malbert
29200 BREST
Tél. 02 98 80 02 64 - Fax 02 98 43 18 46

SOCIÉTÉ PRIGENT
S.A.S. au capital de 40 000 euros
Siège social : 596, Kerabret
29250 SANTEC
507 913 184 RCS MORLAIX

CESSION
DE FONDS DE COMMERCE

Aux termes d'un acte sous seings privés en date à BREST du 12 septembre 2008, enregistré au Service des Impôts des Entreprises de MORLAIX le 16 septembre 2008 (Bord. 2008/916 Case N° 4), l'EURL PRIGENT, SARL à Associé Unique au capital de 14 500 euros, ayant son siège social à SANTEC (29250), 596, Kerabret, a cédé à la SOCIÉTÉ PRIGENT, SAS au capital de 40 000 euros, ayant son siège social à SANTEC (29250), 596, Kerabret, identifiée sous le n° 507 913 184 RCS MORLAIX, son fonds d'entreprise générale de bâtiment et de constructions de maisons individuelles exploité à SANTEC (29250), 596, Kerabret, et pour lequel l'EURL PRIGENT est immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de MORLAIX sous le n° 490 539

301 RCS MORLAIX, moyennant le prix de CENT MILLE EUROS (100 000 €). L'entrée en jouissance a été fixée au 1^{er} septembre 2008.

Les oppositions seront reçues à l'adresse du fonds cédé à SANTEC (29250), 596, Kerabret, et la correspondance au Cabinet Joseph DRONIOU, 20, quai Commandant-Malbert, B.P. 71019, 29210 BREST CEDEX 1.

NOMINATION D'UN
DIRECTEUR GÉNÉRAL DÉLÉGUÉ

Aux termes d'une délibération de l'Assemblée Générale ordinaire du 12 septembre 2008, les associés de la Société cidessus désignée, ont nommé à compter du 1^{er} septembre 2008, en qualité de Directeur Général Délégué, sans limitation de durée sans qu'elle puisse toutefois excéder celle du mandat du Président, Monsieur Pierre-Yves PRIGENT, né le 28 mai 1970 à MORLAIX, demeurant à SANTEC (29250), 596, Kerabret.

Pour unique insertion.

AVIS DE CESSION - rectificatif

Suivant acte ssp en date du 1^{er} juillet 2008, a été cédé par la SARL Ets PETON (SIRET : 318 042 942 00017), domiciliée : La Criée, 29100 DOUARNENEZ, un fonds de commerce de mareyage, pour la somme de : 23 001 euros, à la SARL APGP, domiciliée : 14, impasse An Avel c'Houzi, 29100 DOUARNENEZ.

Les oppositions seront reçues dans les dix jours suivant la dernière en date des publications légales, au siège du fonds objet de la vente, lieu-dit La Criée, 29100 DOUARNENEZ.

Pour avis.

S'abonner :

Nom :

Prénom :

Adresse :

.....

.....

Abonnement Réabonnement

Abonnement pour 1 an : 15 €
Abonnement de soutien :
à partir de 20 €

Chèque à l'ordre de :
Fédération du Finistère
du Parti Socialiste.

Cap Finistère - Le Breton Socialiste

26 B, rue Aristide-Briand - 29000 QUIMPER
Tél : 02 98 53 20 22 - Fax : 02 98 53 12 20

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION
Alain QUEFFLEC

REDACTEUR EN CHEF
Jean-Yves CABON - Tél. 02 98 43 44 39

Impression : Presses Associatives du Finistère
13, rue de Portzmoguer - 29200 BREST
Tél : 02 98 43 11 44 - Fax : 02 98 43 64 03
CPPAP 1212 P 11428